

Questions et réponses concernant l'appel d'offres
d'audit technologique du système de suivi des droits d'émission
CITSS (Compliance Instrument Tracking System Service)

Q1. Des visites d'audits sont-elles prévues aux installations de CSRA en Virginie?

R1. Même si l'énoncé des travaux dans l'appel d'offres ne l'exige pas explicitement, WCI, inc. s'attend à ce que l'auditeur retenu effectue une visite des installations de CSRA, à Charlottesville, en Virginie, comme le veut la pratique courante, sans toutefois préciser d'exigences quant aux travaux ou tâches à y accomplir. Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition une version préliminaire de son plan d'audit technologique et y indiquer, le cas échéant, tout ce qu'il entend effectuer aux installations de CSRA.

Q2. Il semble s'agir de l'examen d'une application hébergée et gérée par un fournisseur de service, en l'occurrence CSRA. Ce fournisseur est-il d'accord pour se rendre disponible pendant la période d'examen?

R2. Oui, le fournisseur de service a déjà assuré WCI, inc. de son entière collaboration pendant la période d'audit.

Q3. Des normes particulières d'audit sont-elles exigées par WCI, Inc.? L'auditeur doit-il se conformer à certaines normes de l'industrie, comme celles de CPA par exemple?

R3. WCI, inc. n'impose pas de normes d'audit, mais demande à chaque soumissionnaire de décrire avec précision les pratiques et méthodes d'évaluation éprouvées qu'il prévoit respecter dans le cadre du mandat.

Q4. Est-ce que WCI, inc. procède à des audits internes réalisés soit par des ressources internes ou avec la collaboration de ressources externes?

R4. Non. WCI, inc. ne procède pas à de tel service d'audit en technologie de l'information.

Q5. Est-ce que WCI, inc. souhaite obtenir un audit ou une évaluation? S'attend-t-on à un « avis » ou à « une évaluation » de l'auditeur.

R5. WCI, inc. s'attend à ce que l'audit technologique permette d'évaluer les exigences et les pratiques de gestion des technologies relatives au développement et à la maintenance du système de suivi des droits d'émission (CITSS) par rapport aux normes et aux pratiques acceptées dans l'industrie. De plus, WCI, inc. désire obtenir des recommandations sur les améliorations à apporter au système CITSS, qui appuie la mise en œuvre des programmes d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre des provinces et des États participants, conformément aux buts et objectifs qui sont décrits dans l'appel d'offres. L'auditeur n'est pas tenu de donner d'avis, contrairement à ce qui est requis lors d'une vérification financière.

Q6. L'environnement du système CITSS de CSRA présente-t-il des défis particuliers qui sont à l'origine de l'audit? A-t-il déjà été soumis à un tel audit?

R6. Dans les deux cas, la réponse est non.

Q7. Est-ce que WCI, inc. prévoit dévoiler le nom d'éventuels soumissionnaires?

R7. Non. WCI, inc. ne dévoilera aucun nom de soumissionnaire éventuel.

Q8. Est-ce que WCI, inc. prévoit des entrevues ou des présentations à réaliser pendant le processus d'évaluation?

R8. Non. WCI, inc. suivra les étapes d'évaluation indiquées à la section 8 de l'appel d'offres.

Questions et réponses concernant l'appel d'offres
d'audit technologique du système de suivi des droits d'émission
CITSS (Compliance Instrument Tracking System Service)

Q9. Que devrait comprendre le rapport final?

R9. La page 27 de l'appel d'offres décrit précisément ce que doit contenir le rapport final. Dans la version préliminaire du plan d'audit technologique qu'il doit joindre à sa proposition, le soumissionnaire est tenu de décrire le format de rapport qu'il prévoit utiliser, lequel doit répondre aux exigences de l'énoncé des travaux tout en s'appuyant sur la démarche technique envisagée pour réaliser le présent mandat.

Q10. À la page 9 de l'appel d'offres, l'élément « Sécurité du code du système » indique l'attente suivante : « Examen et évaluation du code, tests d'intrusion, etc. » Quelle est la portée de « etc. »?

R10. Le texte de la page 9 fait partie d'une liste d'éléments potentiels à évaluer dans le cadre de l'audit technologique. L'évaluation de chacun de ces éléments n'est pas requise. Dans la version préliminaire du plan d'audit technologique qu'il doit joindre à sa proposition, le soumissionnaire devra recommander les principaux secteurs et points d'intérêts (p. ex. trois à dix secteurs/points d'intérêts) qu'il juge critiques pour l'atteinte des objectifs de l'audit technologique. L'expression « etc. » signifie que la liste n'est pas exhaustive. WCI, inc. laisse ainsi les soumissionnaires libres de proposer d'autres éléments à évaluer, outre ceux figurant à l'énoncé des travaux.

Q11. Est-ce que WCI, inc. peut fournir la liste de ses ententes sur les niveaux de service?

R11. La question des ententes sur les niveaux de service est traitée dans les contrats liant CSRA à WCI, inc., qui se trouvent sur la page « Documents » de son site Web. Il est recommandé que le soumissionnaire décrive clairement dans sa proposition tout renseignement ou document dont il aura besoin pour accomplir l'audit technologique. Si les ententes sur les niveaux de service en font partie, celles-ci devraient être indiquées clairement dans sa proposition. La transmission des renseignements et autres éléments requis pour accomplir l'audit technologique ne sera effectuée qu'après l'attribution du contrat.

Q12. Que doit comprendre la colonne « Niveau d'effort » de la proposition de coûts?

R12. L'information transmise sur le niveau d'effort doit comprendre le nombre d'heures de travail prévu par l'ensemble du personnel pour effectuer chaque tâche et chaque élément technologique s'inscrivant dans l'audit.

Q13. Est-il obligatoire d'indiquer l'estimation du nombre d'heures dans la proposition si la structure est celle d'un contrat à prix fixe?

R13. Oui. On entend par le niveau d'effort le nombre d'heures de travail prévu par l'ensemble du personnel pour effectuer chaque tâche et chaque élément technologique s'inscrivant dans l'audit. Cette information sera prise en compte dans l'évaluation de la justification des coûts.

Questions et réponses concernant l'appel d'offres
d'audit technologique du système de suivi des droits d'émission
CITSS (Compliance Instrument Tracking System Service)

Q14. Selon la section 14 de l'appel d'offres, « Toute forme de rémunération sera payée conformément aux politiques et procédures de WCI, inc. [...] » Les soumissionnaires peuvent-ils recevoir copie de ces politiques et procédures pour déterminer leur conformité?

R14. Le fournisseur sera payé selon les modalités prévues à la section 7 de l'appel d'offres. Pour plus de détails sur les politiques et procédures de WCI, inc., consulter la page « Documents » de notre site Web.

Q15. Les procédures et politiques de WCI, inc. abordent-elles le remboursement des frais de déplacement des fournisseurs? Le cas échéant, les soumissionnaires peuvent-ils obtenir copie des politiques et procédures concernées?

R15. Les procédures et politiques de WCI, inc. n'abordent pas la question des frais de déplacement des fournisseurs externes. Conformément à la section 7 de l'appel d'offres, le soumissionnaire est tenu d'estimer le plus précisément possible le coût total des travaux, déplacements compris. Conformément au paragraphe 8.2 de l'appel d'offres, son estimation servira à juger si le montant est raisonnable.

Q16. Dans sa proposition, comment le soumissionnaire doit-il indiquer les frais liés aux déplacements aux installations visées par l'audit? Doit-il indiquer ces frais séparément ou les calculer dans le prix fixe?

R16. Le soumissionnaire est tenu d'estimer le plus précisément possible le coût total des travaux, déplacements compris. La proposition de coûts n'a pas obligatoirement à présenter une rubrique réservée spécifiquement aux frais de déplacement, mais un soumissionnaire est libre de le faire s'il le juge pertinent, notamment pour démontrer que le montant de ces frais est raisonnable et correspond à la technique proposée.

Q17. Le rapport final :

- 1. Où sera-t-il présenté?**
- 2. Faut-il être sur place au moment de la présentation?**
- 3. Le rapport peut-il être rédigé en français?**

R17.

1. Trois options de présentation s'offrent au fournisseur.
 - a) S'il se trouve dans les environs de Sacramento, en Californie, la présentation peut s'effectuer au bureau principal de WCI, inc. à Sacramento et s'accompagner d'une vidéoconférence ou d'une webconférence pour accommoder les représentants de l'Ontario et du Québec.
 - b) S'il se trouve dans les environs de Toronto ou de Québec, la présentation peut s'effectuer dans l'une de ces deux villes et s'accompagner d'une vidéoconférence ou d'une webconférence pour accommoder les représentants des autres gouvernements participants.
 - c) Il peut aussi choisir de présenter le rapport final seulement par vidéoconférence ou webconférence.
2. Non, le fournisseur peut effectuer la présentation par vidéoconférence ou webconférence.

**Questions et réponses concernant l'appel d'offres
d'audit technologique du système de suivi des droits d'émission
CITSS (Compliance Instrument Tracking System Service)**

3. Non. WCI, inc. exige que le rapport soit rédigé en anglais pour éviter toute erreur d'interprétation résultant de sa traduction, d'autant plus que les documents relatifs au système CITSS requis pour l'audit seront fournis en anglais. Qui plus est, l'auditeur devra présenter le rapport à WCI, inc. et aux gouvernements participants, dont les deux tiers des membres sont anglophones.

Q18. Le rapport d'audit technologique s'adresse-t-il à un public externe?

R18. Le rapport d'audit technologique devra être remis à WCI, inc. et à ses gouvernements participants. WCI, inc. peut ensuite publier la version expurgée du rapport d'audit sur son site Web.

Q19. Est-ce que CSRA possède un rapport de type SOC 1 ou SOC 2?

R19. CSRA possède un rapport SOC 1 produit en septembre 2013. Propriété d'Amazon, inc., les renseignements confidentiels de nature commerciale ou financière qu'il contient sont soustraits à la communication [5 U.S.C. 552(b)(4) et 18 U.S.C. 1905] et protégés par l'accord de non-divulgence conclu entre Amazon et CSRA. Son contenu ne peut être divulgué à des tiers sans le consentement écrit préalable d'Amazon et ne peut être reproduit, utilisé ni divulgué à des fins autres que celles initialement prévues.

Q20. Quel type de rapport SOC « service organization control » avez-vous reçu d'Amazon Web Services (AWS) pour l'hébergement des systèmes et applications de WCI?

R20. AWS fournit des rapports SOC 1 (type 2) et SOC 2 (type 2) sur demande à ses clients et rend le rapport SOC 3 accessible au public. Pour de plus amples renseignements sur AWS (en anglais seulement) :

<https://blogs.aws.amazon.com/security/post/Tx2L2AGCZ9CF4MH/New-SOC-1-2-and-3-Reports-Available-Including-a-New-Region-and-Service-In-Scope>

Q21. Avez-vous déjà reçu une certification d'accessibilité Web WCAG?

R21. Non.

Q22. Est-ce que WCI, inc. a déjà révisé des rapports SOC d'AWS?

R22. Non, WCI, inc. n'a révisé aucun rapport SOC d'AWS.

**Questions et réponses concernant l'appel d'offres
d'audit technologique du système de suivi des droits d'émission
CITSS (Compliance Instrument Tracking System Service)**

Q23. À la section 4.1 sur l'hébergement (page 8), il est question d'audit des installations physiques d'hébergement.

1. Où sont situées ces installations?
2. Les installations de sauvegarde et de récupération de données doivent-elles aussi faire l'objet d'un audit?
3. Le « fournisseur de services d'infonuagique de grande envergure » a-t-il accepté qu'un tiers effectue l'audit de ses installations?

R23. La section 4.1 présente une liste d'éléments potentiellement visés par l'audit technologique. Il n'est pas nécessaire d'auditer chacun d'entre eux. Dans la version préliminaire du plan d'audit technologique qu'il doit joindre à sa proposition, le soumissionnaire doit recommander les principaux secteurs et points d'intérêts (p. ex. trois à dix secteurs/points d'intérêts) qu'il juge critiques pour l'atteinte des objectifs de l'audit technologique. S'il juge que la section 4.1 mérite d'être évaluée en raison de l'information contenue dans l'appel d'offres, il doit joindre à sa proposition une description détaillée des renseignements et du matériel requis à cette fin. Il peut également fournir toute information permettant de répondre aux questions précédentes. Veuillez aussi consulter le billet du blogue de l'AWS sur l'audit d'un environnement d'AWS et les rapports SOC d'AWS, qui contiennent l'information sur les audits dont il est question à la section 4.1 de l'appel d'offres.

- a. <https://blogs.aws.amazon.com/security/post/Tx13K6TN0M2CRXF/Auditing-Security-Checklist-for-AWS-Now-Available>
- b. <https://aws.amazon.com/compliance/soc-faqs/>

Q24. Pouvez-vous fournir un diagramme de l'architecture complète de l'application, de l'environnement et de la structure de la base de données?

R24. Comme les réponses aux questions posées sont rendues publiques, la divulgation de documents tels que le diagramme de l'architecture complète présente un risque pour la sécurité. Par conséquent, aucun autre document relatif au système CITSS ne sera divulgué pendant le processus d'approvisionnement. La proposition du soumissionnaire doit inclure une description détaillée des renseignements et du matériel requis pour effectuer l'audit technologique. Si le soumissionnaire requiert un diagramme de l'architecture complète pour l'audit, il doit l'indiquer clairement dans sa proposition. Les renseignements et le matériel en question ne seront remis qu'après l'attribution du contrat.